

La revue de la Fédération des Instances régionales d'éducation et de promotion de la santé

Edito

Santé et Environnement : Assembler nos savoir-faire !

Depuis plusieurs années de nombreux acteurs de terrain de l'éducation et de la promotion de la santé et de l'éducation à l'environnement et au développement durable (souvent regroupés au niveau régional au sein des IREPS et des Groupements régionaux d'animation et d'information sur la nature et l'environnement (Graine)) se rapprochent pour partager des méthodes, des ressources, des questionnements autour de valeurs et de finalités communes ; celles d'éduquer à la citoyenneté, de développer l'esprit critique pour faire des choix éclairés en faveur de notre santé et de notre environnement. Nos pratiques éducatives sont très proches. Et si elles mobilisent de plus en plus des approches croisées, c'est aussi parce que les enjeux de santé et d'environnement sont de plus en plus forts : qualité de l'air intérieur, pollution atmosphérique, pesticides, perturbateurs endocriniens... Les 3^{èmes} Assises de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD)⁽¹⁾ qui se sont tenues en mars 2013 à Lyon ont été l'occasion de prolonger cette dynamique au niveau national. Ainsi une première journée de formation et de rencontres co-organisée par la Fnes et le Réseau Ecole et Nature le 6 juin dernier a permis d'identifier les différents chantiers sur lesquels nous pouvons avancer ensemble : plateforme de ressources, formation, outils pédagogiques, développement du partenariat... La réussite de cette journée confirme que faire exister une dimension éducative forte dans les politiques et dispositifs de santé publique et de santé environnementale est plus que jamais une nécessité.

Suite aux travaux de la table-ronde « environnement et santé » de la conférence environnementale et dans la perspective du Plan national santé environnement (PNSE) 3, voilà sans doute une occasion supplémentaire d'assembler nos savoir-faire.

Frédéric Villaumé,

Coprésident du Réseau Ecole et Nature, directeur du Graine Rhône-Alpes

⁽¹⁾ www.assises-eedd.org



Sommaire

Promouvoir durablement l'environnement et la santé

- **Actions partagées** p. 2 à 4
- **Trois questions à Lucie Pelosse** p. 4
- « L'Air Malin »
« Zistwar lo ra, histoire de rats » p. 5
Des outils pour agir
- **Animateur du Pôle régional de compétences : un parcours d'endurance en Guyane** p. 6
Du côté des métiers
- **L'avis de l'Institut Renaudot sur l'évolution des démarches communautaires en santé** p. 6
L'avis de...
- **Faire émerger les représentations dans une action éducative, utiliser un photolangage® : quelles finalités ?** p. 7
Méthodes, techniques et savoir-faire
- **A Bouzy, l'activité physique pour promouvoir le lien social et la santé** p. 8
Ils s'investissent aussi...
- **Présentation du réseau** p. 8

La revue de la Fédération des Instances régionales d'éducation et de promotion de la santé est accessible intégralement sur le site internet de la Fnes : www.fnes.fr



Promouvoir durablement



La promotion de la santé et le développement durable ont rendez-vous à l'Ecole 21®

Bien-être et qualité de vie, des objectifs visés tant par la promotion de la santé que par le développement durable qui partagent aussi des méthodes : diagnostic partagé, participation des publics, soutien institutionnel... C'est ce que propose l'Ireps dans les établissements scolaires de Picardie.

Le dispositif Ecole 21® est un programme d'intervention en milieu scolaire alliant à la fois et en même temps des actions répondant aux critères de la promotion de la santé et du développement durable. Il est expérimenté depuis 2008, dans le cadre du programme européen Interreg IV (coopération entre régions frontalières de l'Union européenne) et se poursuit aujourd'hui en Picardie dans le cadre d'une convention tripartite entre l'Agence régionale de santé, la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, et le rectorat de l'Académie d'Amiens.

Le bien-être au cœur du dispositif s'appuie sur les savoirs des élèves, améliore leur savoir-faire, renforce leur savoir-être et leur savoir-devenir. Il concerne autant l'amélioration du cadre de vie que les relations interpersonnelles entre les élèves, ainsi qu'entre les élèves et les enseignants. En effet, le dispositif enclenche un travail sur :

- l'environnement physique : local, abords de l'établissement ;
- l'environnement social : communauté éducative, associations, parents, élus ;
- les ressources personnelles et les comportements : compétences psychosociales.

Dans le cadre du dispositif, les compétences psychosociales sont généralement travaillées via la nutrition, la gestion des conflits, le climat scolaire, les conduites à risque.

Du diagnostic à la mise en action

L'implantation du dispositif commence par une phase de diagnostic, voulue partagée entre les membres de la communauté éducative. Cette phase consiste à observer l'établissement en fonction des lieux de vie via un questionnaire pré-établi. Ensuite, objectifs et plan d'action sont rédigés pour tenter d'apporter des réponses aux éléments soulevés. Le double ancrage promotion de la santé et

développement durable d'Ecole 21® conduit à l'élaboration de projets variés.

À titre d'exemple, un collège Ecole 21® a confié aux élèves de sa classe de Segpa ⁽¹⁾ le soin de créer un jardin potager biologique. Cette action a eu pour impact l'amélioration du cadre de vie du collège, mais aussi l'amélioration des relations entre élèves. En effet, les élèves de Segpa ont été rejoints par quelques élèves internes avec lesquels ils n'avaient, avant le projet, quasiment aucun contact.

La réussite du dispositif repose sur l'adhésion du chef d'établissement, la mise en place d'une équipe projet et l'accompagnement méthodologique, en particulier pour réaliser la phase de diagnostic. Le Guide repère ⁽²⁾ pour une Ecole 21® récapitule l'ensemble de la démarche.

Doris-Rose Kangne,

Chargée de projets, Ireps Picardie,
doris-rose.kangne@ireps-picardie.fr



Consommer les produits de son jardin en Guadeloupe malgré une pollution des sols : le Programme Jafa

Dans le cadre d'un programme sur les « Jardins familiaux » (Jafa) en Guadeloupe, des actions participatives sont proposées pour faire évoluer des habitudes de vie tout en les respectant et les valorisant.

En Guadeloupe et en Martinique, l'usage d'insecticides à base de chlordécone, de 1972 à 1993 dans les bananeraies, a pollué durablement l'environnement, contaminant ainsi la chaîne alimentaire. Perturbateur endocrinien et

recommandations alimentaires, culturelles et d'élevage.

En Guadeloupe, ce programme est financé par l'Agence régionale de santé et mis en œuvre par l'Ireps. Un diagnostic a été réalisé pour recenser les foyers en situation de surexposition* potentielle à la chlordécone via l'autoproduction des produits de leurs jardins.

Une démarche pédagogique active

Par une pédagogie active, l'équipe Jafa accompagne les foyers surexposés via de nombreuses actions de proximité ludiques, interactives et participatives considérant les traits culturels de l'identité locale (langue, traditions culturelles, culinaires...). De nombreuses actions de communication pour le grand public au niveau régional comme de proximité ont été mises en place sur le même principe.

Face à certaines résistances au changement liées aux habitudes culturelles, la stratégie adoptée est de valoriser la consommation des produits locaux et la culture du jardin, tout en intégrant la contrainte de pollution des sols à la chlordécone (diversification culturelle et adaptation des techniques de production, diversification alimentaire et adaptation des modes de préparation...).

Du fait de sa proximité avec la population et

de sa manière de diffuser l'information, le Programme Jafa est plutôt bien accepté par la population au sein de laquelle les connaissances générales sur la problématique chlordécone s'améliorent, et des comportements permettant la réduction de l'exposition à la chlordécone apparaissent.

En considérant de manière plus importante le rôle du jardin comme un des piliers de la culture locale, les actions futures du Programme Jafa ont pour ambition de s'ouvrir vers l'utilisation du jardin comme créateur de liens social et intergénérationnel pouvant être vecteurs d'autres messages de santé (alimentation, activité physique...) tout en tenant compte de la pollution des sols à la chlordécone.

Didier Marie, Conseiller Jafa,
Daniel Cesarus, Animateur Jafa,
Johann Agrapart, Chef de projet adjoint,
Guillaume Pompougnac, Chef de projet,
Ireps Guadeloupe,
jafa@ireps.gp

- * Recensement des foyers surexposés :
- 20 000 bâtiments visités en porte à porte
 - 10 500 foyers enquêtés
 - 2 600 jardins analysés
 - 900 foyers surexposés à la chlordécone

L'environnement et la santé



Association Bêta-Pi
 (licence <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>)

« La qualité de l'air et ma santé », un guide entre éducation pour la santé et éducation à l'environnement

Le guide « La qualité de l'air et ma santé » diffusé en Poitou-Charentes à destination des enseignants permet de croiser les regards et les démarches pédagogiques et de valoriser un projet d'éducation à la santé environnementale.

Au croisement des deux concepts d'éducation pour la santé et d'éducation à l'environnement, l'Ireps Poitou-Charentes et ses partenaires⁽¹⁾ ont souhaité répondre aux objectifs du Plan Régional Santé Environnement 2011/2014, par l'édition d'un guide « La qualité de l'air et ma santé » à destination des enseignants de cycles 2 et 3.

Le projet de conception du guide a mobilisé différents champs : éducation populaire, éducation à la santé et à l'environnement. Ce projet commun est enrichi par plusieurs méthodologies et soutenu par différents acteurs dont l'ensemble de la communauté éducative.

Le guide offre des pistes aux enseignants pour les aider à sensibiliser les enfants à la promotion de la santé et aux risques liés à la pollution de l'environnement. Tout en aidant les enfants à découvrir les différents polluants de l'air, ce livret donne des moyens d'agir pour réduire leur impact sur la santé et l'environnement, tant scolaire que familial.

Ce guide a été complété par des fiches techniques à destination des élus locaux, des directeurs d'écoles, de crèches et de centres de loisirs, de leurs agents ainsi que des parents d'élèves. Elles ont pour objectif la prise en compte de la qualité de l'air intérieur dans les projets de construction et d'aménagement des établissements recevant du public.

⁽¹⁾ ATMO, l'Agence régionale de santé du Poitou-Charentes, La direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Poitou-Charentes, La Beta pi, La Mutualité Française Poitou-Charentes, l'Ireps, Les Petits débrouillards, le Rectorat Pôle Civique, l'IFREE, la Communauté d'Agglomération de La Rochelle, la Direction de la Santé Publique, de l'Hygiène et de l'Environnement de La Rochelle, le Service Santé Publique de la ville de Châtelleraut, la Ville d'Angoulême, le Syndicat mixte du Pays Mellois.

Du guide au projet d'éducation à la santé environnementale

Afin de renforcer la dynamique autour de l'appropriation du guide, il a été pensé un concours d'affiches « Changez d'air ! » dont l'objectif est de sensibiliser les établissements scolaires à la qualité de l'air intérieur. Le thème invite les enfants à illustrer graphiquement leur représentation de la qualité de l'air intérieur et de son impact sur la santé. Les projets sélectionnés sont publiés sous forme d'affiches et mis à disposition des écoles primaires de la région. Pour appuyer le concours, les écoles gagnantes bénéficient de deux interventions reposant sur l'expérimentation et l'utilisation d'outils pédagogiques qui permettent aux enfants d'identifier les propriétés de l'air, de caractériser diverses formes de pollution de l'air et d'identifier leurs différentes sources. Afin de favoriser l'implication des familles, les affiches conçues par la classe sont présentées aux parents lors d'un moment festif organisé au sein de l'école. Les retours des différents publics sont positifs et des propositions ont été faites pour améliorer le guide.

Julien Tramaux,

Chargé de projets / Chargé de communication,
 Contact : Amandine Guyon, Chargée de projets,
 Ireps Poitou-Charentes,
amandine.guyon@educationsante-pch.org

Des bornes fontaines monétaires pour accéder à l'eau potable à Mayotte

Le programme d'installation de bornes fontaines monétaires à Mayotte permet de proposer des interventions au plus près des besoins et des pratiques des populations.

A Mayotte, l'amélioration de l'accès à l'eau potable pour tous en vue de prévenir l'apparition et le développement de foyers de maladies hydriques graves, est un sujet majeur de santé publique (cf. Projet régional de santé et contrats locaux de santé).

En effet, 30 % de la population concernée (41 zones de bidonvilles (données INSEE)) sont sans système d'assainissement et sans accès à l'eau potable.

Aussi, l'Agence régionale de santé Océan Indien, avec le soutien de l'Ireps Mayotte et de la Croix Rouge Française (CRF), promeut un programme d'installation de Bornes fontaines monétaires (BFM). L'installation de ces BFM répond également à des enjeux financiers : les frais d'équipement et d'approvisionnement en eau potable ne sont pas à la portée de tout citoyen et le raccordement au réseau d'approvisionnement est très difficile, voire impossible dans certaines habitations éloignées des grandes villes.

Depuis 2001, 38 bornes ont été installées dans les 17 communes de l'île et 15 le seront d'ici la fin 2014. Ces installations sont accompagnées auprès de la population par :

- Une enquête initiale CAP (Connaissances, Aptitudes et Pratiques), pour connaître le contexte d'intervention et identifier les différents blocages et donc les leviers permettant une bonne utilisation des BFM dans les quartiers. Ces enquêtes sont réalisées par l'Equipe mobile sociale de la CRF.

- Des actions de mobilisation sociale et communautaire avec la distribution de jerricanes et de seaux. Ces séances, animées par l'Ireps et la CRF, visent à inciter les habitants à utiliser cette eau pour les usages alimentaires et les informent sur les bonnes pratiques en matière de collecte, transport et stockage d'eau potable. Ils sont également informés de l'existence d'une carte (en vente à la SMAE (Société Mahoraise des Eaux)) permettant de récupérer le volume d'eau souhaité, limitant le gaspillage et luttant contre la propagation des maladies liées à la consommation d'eau non potable. Cette mobilisation implique les municipalités propriétaires de la passerelle d'installation.

- Une évaluation finale : une enquête d'évaluation est effectuée à trois mois et permet de mesurer les changements de pratiques et l'impact global du projet.

D'une manière générale, la population bénéficiant des BFM, les a accueillies de façon positive. Les BFM contribuent à améliorer la santé de la population dans la mesure où sans elles, de nombreux habitants continueraient à utiliser l'eau des pluies, des rivières ou des puits.

Asma Chanfi,

Coordinatrice départementale des ASV/CLS, Ireps Mayotte,
irepsmayotte@gmail.com



Avec Archi m'aide, tout le monde se jette à l'eau

Le projet Archi m'aide en région Nord - Pas-de-Calais propose une expérience originale sur l'hygiène dans les piscines à destination des enfants de CP.



Fabien Gilot et des enfants de CP/CE1 de l'école Berthelot au centre nautique Gustave Ansart, à Denain

Rendre chaque enfant acteur de sa santé est déterminant pour la protection du capital santé du futur adulte. Sensibilisé au plus tôt, il acquiert des habitudes favorables à sa santé et à l'environnement, en mobilisant ses compétences psychosociales développées lors de projets de promotion de la santé tel que le programme expérimental Archi m'aide qui se focalise sur l'hygiène à la piscine.

L'attitude des baigneurs impacte sur la dégradation des milieux aquatiques : air, sol, eau, environnement. Peu d'entre eux se savonnent avant de plonger dans le bassin, pourtant ceci réduit différentes sources de pollution. Sur la base de ce constat, l'Agence régionale de santé Nord - Pas-de-Calais s'adresse aux enfants de CP, à leurs familles, aux personnels éducatifs, aux infirmières scolaires, aux personnels des piscines sur trois sites pilotes de la région. Archi m'aide est initié en partenariat avec l'Académie de Lille, la Fédération Française de Natation et porté par le Comité régional d'éducation et de promotion de la santé Nord - Pas-de-Calais (COREPS Nord - Pas-de-Calais). Le projet bénéficie du parrainage de Fabien Gilot, nageur de haut niveau, natif de la région.

La mobilisation de multiples acteurs

A l'aide d'outils pédagogiques co-construits avec les partenaires⁽¹⁾, des séances de sensibilisation à l'hygiène à la piscine se sont déroulées dans les classes de la région pour développer et valoriser les acquis des enfants et renforcer le sens de toutes les étapes-clés de l'arrivée à la sortie de la piscine : enlever ses chaussures, porter des tenues propres et adaptées, se savonner de la tête aux pieds avant et après la baignade, mettre son bonnet, passer par le pédiluve, autant de conseils transmis à et par l'ensemble de la communauté éducative.

Ainsi, grâce à la mobilisation de tous les acteurs, l'impact de cette action est multiple :

- pour les élèves, prendre les "bonnes" habitudes dès le début de l'apprentissage de la natation pour leur santé et celle des autres, ce qui contribue à donner un cadre sécurisant, une mise en confiance dans le bassin, une autonomie et un respect de soi et des autres ;
- pour les établissements de natation, diminuer les sources de pollution à chaque point du parcours du nageur (vestiaires, douches, sanitaires, bassins...), diminuer les taux de désinfectants et les risques liés aux polluants de l'air pour le personnel exposé de façon chronique, et ainsi améliorer les résultats du contrôle sanitaire ;
- pour les parents, renforcer une relation famille/école en les associant à la démarche qui s'est traduit par leur investissement dans la mise en œuvre des séances à la piscine (accompagnement, aides aux enfants...), une prise de conscience du bien-être de leurs enfants ;
- pour les personnels éducatifs, Archi m'aide ouvre à d'autres thématiques santé (sommeil, hygiène, alimentation, activité physique).

Pionnier en la matière, Archi m'aide sera amené à se développer sur d'autres territoires.

Cécile Soufflet,

Chargée de projets, COREPS Nord - Pas-de-Calais,
contact@corepsnpdc.org

⁽¹⁾ <http://www.ars.nordpasdecalais.sante.fr/Avec-Archi-m-aide-plongez-a.168904.0.html>

Trois questions à...

Lucie Pelosse

En promotion de la santé, on agit pour le développement d'environnements favorables à la santé, alors quelle différence avec la santé environnementale ?

La promotion de la santé inclut effectivement la notion d'environnement mais il est nécessaire de délimiter plus précisément le champ de la santé environnementale pour ne pas le diluer dans une approche trop généraliste qui limiterait son périmètre d'action. La santé environnementale se centre sur l'espace physique qui entoure les individus tout en prenant en compte l'espace social dans lequel interagissent les individus. Concrètement la santé environnementale va s'intéresser à la qualité de l'air, la qualité de l'eau, l'environnement sonore... autant de déterminants qui agissent sur la qualité de vie.

Est-ce que travailler sur la santé environnementale ne contraint pas à privilégier une approche par les risques ?

La santé environnementale signifie en effet souvent une approche thématique réduite (eau, air...) conduisant à une vision fragmentée de la santé. La connaissance des risques demeure importante pour comprendre les enjeux d'une problématique mais cette connaissance ne doit pas servir un projet qui s'appuierait sur la menace et la peur comme leviers d'action. Car on sait maintenant depuis plusieurs années que cette approche génère des mécanismes de défense et un climat social anxiogène en contradiction avec les valeurs de la promotion de la santé. L'entrée thématique devrait servir alors plutôt de levier pour agir sur la qualité de vie.

Les projets de promotion de la santé environnementale supposent-ils des démarches spécifiques ?

Les projets dans ce champ supposent des connaissances nouvelles pour les professionnels sans pour autant qu'ils ne deviennent experts de la question car ce sont bien les compétences de la promotion de la santé qui sont attendues : partenariat, mise en réseau, transversalité, mobilisation et renforcement des compétences, éducation à la complexité et à l'esprit critique...

Lucie Pelosse,

Chargée de projets, Ireps Rhône-Alpes,
lucie.pelosse@education-sante-ra.org



PÔLE
Éducation
Santé
Environnement
Rhône-Alpes

« L'Air Malin »

Sensibiliser petits et grands de manière ludique à la qualité de l'air intérieur

L'Air Malin est une mallette pédagogique visant à sensibiliser enfants et adultes à la qualité de l'air intérieur en proposant une approche globale et positive de la santé des personnes.

A qui s'adresse L'Air Malin ?

Ce support vise à aider les professionnels et bénévoles à la mise en place d'activités d'éducation pour la santé autour de l'air intérieur. Les activités s'adressent d'abord aux enfants (à partir de 8 ans) et trouvent un usage privilégié en classe ou lors d'activités périscolaires. Mais la plupart des activités est parfaitement adaptée au public adulte : personnes âgées, personnes en situation de précarité, publics spécifiques (ex : patients allergiques) ou professionnels (ex : aides à domicile).

Quels objectifs pédagogiques ?

L'Air Malin vise à amener chacun à être acteur de sa santé en lien avec l'air intérieur qui l'entoure et à se mobiliser sur ses possibilités d'action dans ce domaine. Il permet d'acquérir des connaissances concernant la qualité de l'air intérieur, de s'interroger sur les comportements ou produits susceptibles de le détériorer, de repérer les différentes sources de pollution à l'intérieur de l'habitat et d'identifier les gestes de prévention pour améliorer la qualité de l'air intérieur.

Quel contenu ?

Cet outil propose des activités interactives, individuelles ou collectives (jeu de plateau, quizz, mots croisés), permettant d'aborder l'air, en tant que bien précieux à préserver, à travers toutes ses dimensions : la qualité de l'air, la respiration, le souffle ou encore le lien entre habitat et santé. Il s'agit pour la population de prendre conscience de l'air, de son importance et plus spécifiquement au sein de l'habitat.

Cette mallette peut être une porte d'entrée pour aborder d'autres thématiques comme l'hygiène de son logement et de sa personne, le tabagisme actif ou passif, les accidents domestiques ou les allergies.

Emilie Christophe,
Chef de projets, Ireps Lorraine,
contact@ireps-lorraine.fr



ARS Lorraine, Ireps Lorraine. L'Air Malin. Nancy : ARS Lorraine, 2012

Contient : un CD-ROM proposant des jeux interactifs, un guide d'utilisation, un jeu de plateau, un livret connaissances et 24 fiches d'activités.

Conçu, testé et évalué avec la population et des professionnels.

Où le trouver ? En ligne : <http://www.ars.lorraine.sante.fr/L-Air-Malin.152891.0.html>

Pour en savoir plus : ARS Lorraine, Direction de la Santé Publique, ars-lorraine-vsse@ars.sante.fr

« Zistwar lo ra, histoire de rats »

Un conte bilingue créole français



Zistwar lo ra est un outil d'animation pour des séances d'éducation pour la santé qui s'appuie sur une pratique culturelle traditionnelle, le conte créole. Il a pour objectif de sensibiliser à la préservation d'un environnement sain et conduit à travailler sur la prévention de la leptospirose, maladie transmise par l'urine du rat. ⁽¹⁾

Quel contenu et à qui est-il destiné ?

Il a été co-construit avec des conteurs réunionnais, des professeurs et élèves d'un collège, un médecin de santé publique et un chanteur. Zistwar lo ra est composé d'un conte, d'un cédérom audio et d'un livret d'accompagnement à utiliser auprès des enfants âgés de 6 à 12 ans et de leur famille. Ces trois supports permettent à l'animateur de la séance de sensibiliser à la thématique et de choisir le mode de diffusion adapté, la lecture ou l'écoute. Grâce au livret, l'animateur pourra disposer des données sur la transmission de la maladie et proposer des animations en complément (exposition, marionnettes...).

* Zistwar lo ra crée par :

Auteurs - Anny Grondin et Sully Andoché
Illustrateurs - Collège Plateau Goyaves de Saint-Louis
Garant Scientifique - Dr Irène Stojic
Compositeur - Interprète - Gilbert Pounia

Quels objectifs ?

L'intérêt de l'outil est qu'il permet de parler des différents modes de transmission de la maladie et de l'importance des moyens de protection.⁽²⁾ Il aborde la gestion de l'environnement autour de la maison (sans déchets, sans aliments dans la cour, avec les poubelles fermées...) afin d'éviter la présence de rats.

Il a également servi comme support à l'organisation d'actions de mobilisation sociale dans les quartiers contribuant à travailler le lien social entre les habitants. La lutte contre les rats doit être faite de manière collective c'est-à-dire de façon coordonnée et concertée avec son voisinage en développant la solidarité dans les quartiers. La sensibilisation des enfants à l'école a également permis d'ouvrir le dialogue dans les familles.

Adapté à la culture réunionnaise, cet outil a été pensé dès le départ de manière bilingue créole et français. Il reste ouvert et accessible à tous. Il est labélisé « Outil péi » c'est-à-dire qu'il répond au cahier des charges du label, qui juge la qualité du contenu, du support, des éléments pédagogiques, et son adaptation à la culture créole.

Honorine Bernard,
Chargée de projets en éducation et promotion de la santé,
Ireps Réunion,
honorine@irepsreunion.org

Label « Outil péi »

Le label « Outil péi » est un dispositif du Pôle de compétences en éducation pour la santé de la Réunion créé en 2009. Il concerne des outils créés spécifiquement pour le public réunionnais et qui ont été validés par une commission de professionnels.

La présence du label sur des outils garantit la validité et la fiabilité des messages ainsi que l'adaptation à la culture réunionnaise.

<http://www.polecompetencesante974.re/outilpei/>

⁽¹⁾ La maladie se transmet par contact de la peau ou des muqueuses avec de l'urine de rat contaminée.
⁽²⁾ Pour éviter la contamination, il faut porter des chaussures fermées, des gants et protéger ses plies avant toute activité entraînant un contact avec de l'eau ou de la boue pouvant être souillée par l'urine de rats.

Animateur du Pôle régional de compétences : un parcours d'endurance en Guyane



Nom : Gilles Dolor

Fonction : Coordinateur technique du Pôle régional de compétences (PRC) en Guyane

Son secret : papaye au petit déjeuner, mangue José à 10 heures, salade de giraumon râpé à midi... Ajouté à tout cela, le déplacement à vélo ou en courant, pour faire chaque jour l'aller-retour de son domicile à son bureau au siège de l'Ireps Guyane.

Gilles Dolor respecte une parfaite hygiène de vie, car il faut une sacrée dose d'énergie et de dynamisme pour occuper cette fonction dans ce département.

Âgé de 36 ans, ce chargé de projet et d'ingénierie en éducation et promotion de la santé est diplômé d'un master en sciences de l'éducation et de la formation. Après sept années passées comme sapeur-pompier, Gilles Dolor a occupé différents postes, notamment ceux de formateur professionnel pour adultes, de chargé d'insertion en mission locale et de chargé de relations entreprises dans des écoles de la deuxième chance.

Sa vocation à transmettre, coordonner et fédérer aboutit tout naturellement à sa prise de fonction à l'Ireps Guyane en 2011. Tel un véritable chef d'orchestre, le jeune homme anime le PRC en mettant en musique le comité de pilotage, les comités techniques et les groupes de travail. « Ma mission est de donner vie au PRC, d'être le fil conducteur et d'apporter ainsi du lien entre les structures », explique Gilles Dolor. Sur le terrain, fédérer, mutualiser et collaborer est un défi !

Dans cet immense département, grand comme le Portugal, couvert à 90 % par la forêt amazonienne, il faut pouvoir accéder aux communes isolées. Sa mission d'information et de coordination auprès des partenaires nécessite de s'adapter aux difficultés de liaison par téléphone et Internet. Lorsque la prise de rendez-vous est impossible, « je toque à la porte ! », confie-t-il.

La transmission d'information sur la prévention est un challenge, là où se côtoient les langues créoles d'origines française, anglaise et portugaise, et les différentes communautés amérindiennes, bushinengués, haïtiennes, brésiliennes, métropolitaines, etc., qui ont chacune leurs propres représentations culturelles. Gilles Dolor fait alors appel aux acteurs santé dans le réseau, « afin d'adapter les outils de promotion de la santé aux spécificités locales, valoriser les compétences de tout un chacun et mutualiser les moyens », souligne-t-il. Dans son engagement constant pour réduire les fortes inégalités de santé de la Guyane, ce professionnel ne ménage jamais ses efforts.

Animation du PRC, élaboration de projets, accompagnement à la démarche qualité auprès d'associations, formation... : au bureau, sur la route, en pirogue ou en avion, sa marque de fabrique est « l'endurance ».

Portrait réalisé par Christophe de La Mure,
Journaliste santé,

Inspiré par Nathalie Guillet (Ireps Guyane)

L'avis de...

l'Institut Renaudot sur l'évolution des démarches communautaires en santé

Comment en introduction de cet article ne pas se féliciter des relations développées par l'Institut Renaudot avec les acteurs de l'éducation et la promotion de la santé : avec le manifeste pour une reconnaissance et un financement fiable de la promotion de la santé, de l'éducation pour la santé, de la prévention collective et de la santé communautaire initié par la Fnes, avec les actions à la demande de diverses Ireps en métropole et dans 5 régions d'Outre-Mer, avec le partenariat riche dans le cadre du Pôle régional de compétences d'Ile-de-France, avec bien sûr la co-construction des 8^{èmes} Rencontres de l'Institut "Construire ensemble : un défi pour vivre mieux".

Ces expériences s'inscrivent comme éléments majeurs du projet de l'Institut Renaudot. En publiant en 1998 la Charte de promotion des pratiques de santé communautaire et en lançant en 2000 les premières Rencontres, l'Institut Renaudot s'appuyait sur un constat de la Société Française de Santé Publique : la fragilité théorique et pratique de la santé communautaire en France. Nous nous sommes alors engagés à créer un centre de ressources accessible à tous les acteurs engagés ou concernés : formation, accompagnement, conseil, documentation, plaidoyer.

Où en sommes-nous depuis 20 ans ?

Des avancées réelles ont été obtenues : Le Secrétariat Européen des Pratiques de santé communautaire a produit un document de référence, d'actualité et de praticité permanente : « Les 8 repères des actions communautaires ». Des Agences régionales de santé ont inscrit la santé communautaire dans leur projet stratégique, voire l'encouragent, la Ministre de la Santé la considère comme un des leviers pour la prévention. Les actions de nombreux Ateliers santé ville et

Contrats locaux de santé se réfèrent explicitement aux démarches communautaires.

Mais cela ne saurait cacher le chemin qui reste à parcourir pour obtenir en France la reconnaissance et une prise en compte effective et large de la santé communautaire largement utilisé dans le monde entier.

Chacun des 8 repères des pratiques de santé communautaire, donne à voir les défis qu'ils représentent...

Si les mots de participation, de démocratie, de changement de pratiques, de décloisonnement sont de tous les discours et colloques, la réalité à laquelle nous sommes confrontés sur le terrain est toute autre. Pour des raisons diverses, sur un même territoire, tous les acteurs concernés ne se connaissent pas toujours, et donc... ne construisent pas toujours ensemble... La place des habitants-usagers-citoyens est souvent vacante, malgré les rapports, lois, dispositifs qui visent à les informer, associer, impliquer.

Les démarches communautaires sont un enjeu « politique » (au sens de vie de la cité) car elles invitent aux changements de relations de savoir et de pouvoir ; elles ont l'exigence de l'implication effective de TOUS les acteurs concernés.

Marc Schoene, Président,
Martine Antoine, Vice-présidente,
Institut Renaudot



Faire émerger les représentations dans une action éducative, utiliser un photolangage® : quelles finalités ?

« Choisissez une photo qui, pour vous, représente la santé ». Voici une phrase que connaissent très bien les animateurs. Il paraît que cela s'appelle « faire émerger les représentations ». Mais au fait, c'est quoi les représentations et à quoi ça sert ?

Et concrètement, pourquoi s'intéresser aux représentations ?

Faire émerger les représentations de la santé, faciliter leur expression, permet de décrire comment les personnes s'expliquent les liens ou les absences de liens entre différents éléments extérieurs et la santé ou la maladie. Les représentations mentales sont propres à chaque individu, elles lui servent de cadre de référence dans lequel il interprète toute information nouvelle.

Cela permet d'expliquer certains comportements a priori « contraires » à la santé, mais « cohérents » du point de vue de l'individu ou du groupe concerné.

Ainsi, c'est permettre à chacun de comprendre certains facteurs individuels qui vont déterminer les comportements de santé. C'est rendre visible les croyances et faire le point sur ce que l'on sait ou croit savoir et sur ce que l'on ne sait pas.

L'expression de ses représentations facilite la prise de conscience de ses propres images et suscite une réflexion critique personnelle qui, à plus ou moins long terme, peut générer une modification du comportement.

Mais, le fait de les prendre en compte ne suffit pas, il faut également mettre en place une démarche aboutissant à la restructuration de ces conceptions. Il s'agit bien là d'une première étape dans l'animation d'une démarche pédagogique visant à comprendre les raisons, les motivations des individus et des groupes.

Voyons quelles peuvent être les applications avec l'exemple du photolangage®...

Plusieurs méthodes d'animation existent pour faire émerger les représentations à adapter selon le public, les objectifs visés...

Classiquement, à partir d'un mot, d'un dessin, d'une image, on demande à chaque personne du groupe d'exprimer sa vision des choses par le sens donné à travers l'image ou l'objet choisi.

On peut aussi proposer des formulations ouvertes, accessibles à tous et respectueuses des personnes c'est-à-dire sans jugement de valeur sur les opinions émises et demander s'il y a accord ou pas.

Parmi les méthodes les plus utilisées, nous pouvons citer le brainstorming, le métaplan®, le blason, le photolangage®, l'Abaque de Régnier®.

Plusieurs objectifs sont sous-jacents lors de l'utilisation de ces techniques. En effet, elles permettent d'identifier et expliquer ses choix et ses comportements, de relativiser par rapport aux positions des autres membres du groupe, d'être à l'écoute des choix et attitudes des autres, d'échanger pour communiquer dans le respect de la différence.

Ce sont donc des outils qui facilitent le dialogue. Ils permettent d'optimiser les échanges mais aussi de favoriser l'imaginaire et le respect des opinions d'autrui.

Faisons un focus sur le photolangage®, l'animateur expose l'ensemble des photos issues d'un dossier thématique photolangage®. Dans un premier temps, chaque personne choisit une photo qui représente pour elle le sujet évoqué. Puis, chacun exprime son choix et l'argumente, les autres écoutent. L'animateur note au tableau tout ce qui est dit. Un échange se crée après chaque photo. L'ensemble des idées sont ensuite regroupées par thème et un débat s'ouvre : « ce qui ressort le plus », « qu'est-ce qui n'apparaît pas », « que pensez-vous de cette idée... ». Les échanges se poursuivent et les représentations de chacun viennent enrichir l'analyse des participants. Le photolangage® est donc basé sur l'expérience des participants et permet de partir de leur savoir plutôt que du savoir de l'animateur du groupe. L'objectif ici n'est pas l'information à transmettre, mais le changement que le travail pédagogique peut susciter chez les participants.



Photos issues de l'outil pédagogique « la santé par l'image, photo santé, une démarche de santé, CRAM Nord-Picardie, 1993 »

Mais finalement, c'est quoi les représentations ?

Il s'agit d'un concept qui tend à percevoir les opinions qui amènent les personnes et les groupes à agir de telle ou telle façon. Chacun d'entre nous a sa propre définition de la santé selon son vécu, sa culture, ses croyances... définissant ainsi les représentations.

De plus, bon nombre de comportements de santé sont influencés par de multiples facteurs « extérieurs » ne relevant pas du médical ou de la connaissance médicale. On parle alors de représentations sociales de la santé.

Il s'agit donc, en éducation pour la santé, de dévoiler les facteurs sociaux de la santé, contribuant ainsi à saisir les composantes sociales des comportements de santé et à démontrer que la manière dont on vit sa santé, dont on se comporte en termes de modes de vie résulte d'une élaboration personnelle selon nos propres critères, valeurs et normes et que nos connaissances sont construites et mobilisées dans un environnement donné, à un moment donné.

Finalement, le fait de prendre conscience de ses propres expériences et représentations et de pouvoir en discuter dans un groupe peut amener une mobilisation personnelle, un élargissement du champ de la conscience, un regard plus discernant sur les événements et la mise en place de repères pour se construire.

Nathalie Chandioux,

Chargée de projets, Ireps Champagne-Ardenne,
cp10.ireps.ca@gmail.com

A Bouzy, l'activité physique pour promouvoir le lien social et la santé

Au cœur du vignoble champenois, la commune de Bouzy nourrit l'ambition d'être reconnue en milieu rural comme acteur et partenaire moteur d'une politique innovante du Programme National Nutrition Santé (PNNS) : « **Bien bouger, bien manger, bien vieillir** ». Elle obtient la labellisation de pôle d'excellence rurale pour le « relais sport santé nature ».

Dès l'ouverture du relais, la commune de Bouzy veille au respect de la philosophie du projet : le partage, la rencontre, le lien social par le « sport loisir, sport plaisir », la sensibilisation du plus large public, la dimension humaine sont au cœur du projet. L'offre d'activités est pilotée par Baptiste Gault, éducateur sportif territorial et repose sur un programme d'actions co-construites avec les nombreux et fidèles partenaires de la commune.⁽¹⁾

La philosophie du lieu, c'est le partage

Au relais, tout est organisé pour faciliter l'accès à la pratique sportive au plus large public : des activités adaptées à la forme de chacun, régulièrement renouvelées, les créneaux horaires, la qualité de l'encadrement, le prix des prestations et les équipements sportifs (adaptés à la pratique du handisport). Les

⁽¹⁾ Agence régionale de santé, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, Education nationale, Union sportive de l'enseignement du premier degré, Ligue contre le Cancer de la Marne, Caisse d'allocation familiale, Mutualité sociale agricole... et les associations sportives.

résultats de cette philosophie de vie sont tangibles comme en témoignent la constante augmentation de la fréquentation, la mixité du public, et le ressenti très positif des usagers. Deux exemples initiés en 2012 permettent d'illustrer cette belle progression :

Les journées 3B : Dans le cadre du dispositif Icaps, développé par l'Inpes, la commune a créé le concept des journées 3B « Bien manger, Bien bouger, Bien grandir » réunissant les enfants, les parents, les enseignants, les élus, etc. A ce jour, 2 000 enfants ont pu découvrir au relais sport santé nature un ensemble d'ateliers sur la thématique sport-santé-nutrition et environnement.

La salle de remise en forme : La commune a équipé la salle de remise en forme et y propose des animations variées. En deux ans, le nombre de pratiquants a dépassé les 150 dont beaucoup étaient éloignés de l'activité physique pour diverses raisons. Ce qui séduit les pratiquants, c'est la qualification et l'écoute des éducateurs, le programme adapté à chacun et le plaisir de pratiquer une activité physique régulière en petits groupes.

En conclusion, le relais sport santé nature de Bouzy est devenu un lieu de vie pour tous, de rencontres, d'échanges, un espace de conseil et d'information où l'on peut pratiquer des activités physiques et sportives dans un cadre



Trail de Bouzy qui a accueilli pour sa première édition 250 coureurs sur son parcours 100% sentiers et chemins

adapté, sécurisé et dans lequel on se sent bien, ce qui participe aussi à l'attractivité de la commune. Le pari du village en baskets est presque gagné : chaque semaine, 450 personnes pratiquent une activité physique à Bouzy.

Rachel Paillard,

Conseillère régionale de Champagne-Ardenne,
Maire de Bouzy,
relais@bouzyenchampagne.com
www.relaisbouzy.com

Nouveauté

Une nouvelle production Fnes-Inpes sur la démarche qualité vient de paraître : « **Accompagner et développer la démarche qualité en Promotion de la Santé : des ressources au service des acteurs** ». Elle présente et illustre la complémentarité des guides d'autoévaluation : « Comment améliorer la qualité de vos actions en promotion de la santé ? » coordonné par l'Inpes, et « Guide d'autoévaluation de la qualité des activités en éducation et promotion de la santé » initié par la Fnes.

www.fnes.fr



Fédération Nationale
d'Éducation et
de promotion de la Santé

Présentation du réseau

Les Ireps vous accompagnent dans vos projets

Vous êtes acteurs des champs sanitaire/social/éducatif, responsables des politiques de santé, élus, et vous souhaitez développer un projet de promotion de la santé. Les Ireps, Instances régionales d'éducation et de promotion de la santé, soutiennent et développent les dynamiques locales afin de mieux répondre aux besoins de santé de la population. Elles mettent à votre disposition leurs services, expertise et savoir-faire en promotion de la santé pour vous accompagner dans la mise en œuvre de vos activités.

Conseil et accompagnement méthodologique

Documentation et outils - Evaluation - Actions et programmes

Formation - Contribution aux politiques de santé publique

Vous pouvez retrouver leurs coordonnées sur le site de leur fédération

www.fnes.fr

Echos de la Fnes, la revue de la Fédération des Instances régionales d'éducation et de promotion de la santé

Immeuble Étoile Pleyel - 42, bd de la Libération
93200 Saint-Denis - Tél. 01 42 43 77 23
www.fnes.fr

Directeur de la publication : René Demeulemeester

Directeur de la rédaction : Emilie Collet

Rédacteur en chef : Séverine Lafitte

Comité de rédaction : Aline Audin (Ireps Alsace),
Emilie Christophe (Ireps Lorraine),

Alain Douiller (Ireps Paca), Patrick Vaz (Ireps Paca)

Référent thématique : Lucie Pelosse (Ireps Rhône-Alpes)

Réalisation de portrait : Christophe de La Mure

Réalisation graphique : Pinson Création

Impression : Public' Imprim

Dépôt légal : 4^{ème} trimestre 2014

Tirage : 1500 exemplaires